

De boucs émissaires de Maduro à ceux de Trump, l'épreuve des Vénézuéliens en exil

.....

Thomas Posado | 22 octobre 2025 | 



La crise migratoire vénézuélienne figure parmi les plus graves au monde – hors contextes de guerre –, avec plus d'un quart de la [population nationale](#), soit 7,9 millions de personnes, ayant quitté le pays. Cette crise constitue une rupture d'autant plus marquée que, jusqu'aux années 1980, le Venezuela a accueilli des personnes attirées par l'abondance de son pétrole ou qui fuyaient les régimes autoritaires de leurs pays. À partir de 1983, avec la première dévaluation de la monnaie nationale, le Venezuela entre dans une profonde crise économique liée à l'endettement. Celle-ci aboutit à une crise politique (marquée par les révoltes du Caracazo en février 1989 et les coups d'État de 1992), qui finit par ouvrir la voie à l'élection d'Hugo Chávez en décembre 1998. Ainsi, dès cette époque, [les flux migratoires commencent à s'inverser](#), principalement parmi les classes aisées, qui invoquent l'insécurité physique et les incertitudes politiques plus que des motifs économiques. Depuis 2015, ces migrations sont en forte croissance dans tous les secteurs de la société vénézuélienne, chez les plus riches comme chez les plus pauvres. L'exode est alimenté par un effondrement économique, le produit intérieur brut (PIB) ayant chuté de 74 % entre 2014 et 2020 [selon les données du Fonds monétaire international \(FMI\)](#), et par le tournant autoritaire opéré par Nicolás Maduro, arrivé au pouvoir en 2013.

La grande majorité des personnes migrantes provenant du Venezuela [vivent en Amérique latine](#) : 2,81 millions en Colombie (avec laquelle les échanges de populations ont longtemps opéré dans le sens inverse, notamment en raison de la guerre civile qui y sévissait) ; 1,66 million au Pérou ; 680 000 au Brésil ; 669 000 au Chili et 441 000 en Équateur. En dehors de l'Amérique latine, deux pays concentrent l'essentiel de cette diaspora : l'Espagne et les États-Unis. En Espagne, 599 769 personnes nées au Venezuela [étaient recensées au 1^{er} janvier 2024](#). Aux États-Unis, la dynamique migratoire est encore plus marquée : les Vénézuéliens représentaient en 2023 la première nationalité à se présenter à la frontière mexicano-étatsunienne et leur nombre dans le pays s'élève [à 903 153 selon les données les plus récentes](#) du Bureau du recensement des États-Unis.

Dans cet article, nous voudrions examiner la condition de ces personnes migrantes vénézuéliennes en présentant la double criminalisation dont elles souffrent : d'une part, celle conduite par le gouvernement de leur pays d'origine, aux mains de Maduro, et, d'autre part, plus récemment, celle à l'œuvre dans leur principal pays d'accueil, gouverné par l'administration Trump, qui a fait

de cette population une cible privilégiée depuis son retour au pouvoir.

Des populations migrantes longtemps méprisées au Venezuela

Le gouvernement vénézuélien a longtemps méprisé l'émigration, sous-évalué son ampleur et critiqué les citoyens qui ont décidé de quitter leur pays. Nicolás Maduro a lui-même [accusé les émigrés de se laisser bernier](#) par « la fausse offre de la droite. Ils s'en vont pour profiter des miels d'autres pays et finissent en récurant les toilettes, comme des esclaves et des mendiants. ». Durant la pandémie de Covid-19, les personnes migrantes ont été accusées d'être responsables du développement de la maladie au Venezuela : d'abord implicitement, les bilans épidémiques quotidiens distinguant les cas « importés » de l'étranger et les cas « communautaires » ; puis explicitement, en accusant les « *trocheros* » (ceux qui ne se plient pas aux normes contraignantes de retour) [d'être des « bioterroristes »](#).

Plus récemment, lors du dernier scrutin présidentiel de juillet 2024, sur 4,5 à 5 millions de Vénézuéliens résidant à l'étranger en âge de voter, seuls 69 211 sont parvenus à s'inscrire sur les registres électoraux. Dans certains cas, l'illégalité de leur situation dans leur pays d'accueil a suffi aux autorités vénézuéliennes pour les exclure d'une inscription sur les registres selon les règles électorales nationales. Dans de nombreux autres cas, le gouvernement Maduro a limité au maximum l'inscription de ces Vénézuéliens auprès des ambassades et consulats, craignant particulièrement cette partie du corps électoral, jugée plus favorable à l'opposition libérale et moins sensible aux pressions que les Vénézuéliens subissent à l'intérieur du pays. Ces cas ne représentent que quelques exemples de la manière dont le gouvernement Maduro transforme les personnes migrantes vénézuéliennes en boucs émissaires. La migration de masse a paradoxalement [bénéficié au pouvoir politique](#) en réduisant les soutiens de l'opposition à une période où le soutien électoral au parti au pouvoir était en déclin constant en raison de l'effondrement économique.

L'acharnement de l'administration Trump contre les immigrés vénézuéliens

Ces derniers mois, ces personnes migrantes vénézuéliennes sont également devenues des cibles privilégiées de Donald Trump. Pourtant, une partie d'entre elles, disposant de la nationalité américaine, a constitué un vivier électoral important pour le président américain. Le discours anticomuniste et offensif de celui qui était alors le candidat républicain à l'encontre de Maduro, ainsi que l'imposition de sanctions draconiennes contre le Venezuela durant son premier mandat, faisait largement écho au ressentiment de nombreux Vénézuéliens exilés. Les études électorales montrent la spectaculaire progression du vote pro-Trump dans les localités où vivent les Vénézuéliens, dotés ou non de la double nationalité. À Katy, dans la banlieue de Houston (Texas), Trump a ainsi recueilli [73 % des suffrages exprimés](#), alors que Kamala Harris remportait le comté avec 52 % des voix. Plus emblématique encore est le cas de la ville de Doral, dans la banlieue ouest de Miami (Floride), surnommée Doralzuela en raison de sa forte population vénézuélienne. Cette localité de 80 000 personnes a vu un alignement progressif des Vénézuéliens sur le camp Trump au fil des années : ce dernier n'y récoltait que 28,4 % des suffrages exprimés en 2016, contre 50,4 % en 2020, puis [61,3 % en 2024](#).

Pourtant, le message de Donald Trump à l'égard des personnes migrantes vénézuéliennes a commencé à devenir ambivalent dès la campagne présidentielle de 2024. Il les présentait à la fois comme victimes du gouvernement socialiste de Maduro et comme des criminels, en les assimilant injustement, dans leur entièreté, au gang criminel du Tren de Aragua, originaire du Venezuela. Durant le débat face à Kamala Harris, il affirmait, à tort, que [cette organisation contrôlait la ville d'Aurora dans le Colorado](#). Une fois président, Donald Trump a listé le Tren de Aragua comme organisation terroriste et l'a accusé d'être directement lié à Nicolás Maduro, des [allégations pourtant démenties](#) par les services de renseignement étatsuniens eux-mêmes.

Des déportations illégales au Salvador à la suppression du *Temporary Protected Status*

L'administration Trump invoque désormais [la loi sur les ennemis étrangers](#), adoptée en 1798 et restée inusitée depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce texte stipule que tous les ressortissants d'un pays avec lequel les États-Unis sont en guerre peuvent être arrêtés et expulsés. Le Venezuela n'est pas en guerre avec les États-Unis, mais Donald Trump s'appuie sur deux incriminations pour justifier l'application de cette loi : la désignation du Tren de Aragua comme organisation terroriste et son lien supposé avec le gouvernement Maduro. Dans ce cadre, en mars 2025, 252 Vénézuéliens ont été [expulsés de manière forcée au Salvador](#), sans jugement et sur la base d'accusations qui se fondaient [sur des tatouages plutôt que sur des preuves](#). Ronna Rísquez, autrice d'un des rares [ouvrages sur le Tren de Aragua](#), affirme pourtant que ces tatouages ne constituent pas des pratiques dudit gang. Le groupe salvadorien de défense des droits humains Cristosal estime, d'après une enquête sur la trajectoire de 160 des 252 Vénézuéliens, que [moins de 10 % d'entre eux avaient un casier judiciaire](#). Le gouvernement Trump ne pouvait ignorer que la majorité d'entre eux n'avait pas d'antécédents pénaux, que la moitié n'étaient poursuivis que pour des infractions relatives aux lois migratoires et que seuls 6 avaient été condamnés pour [des faits de violence](#) ; des profils assez

éloignés de ceux attendus de membres d'une bande criminelle.

En outre, ces expulsions ont été effectuées en [contrevenant à la décision d'un juge](#) du tribunal fédéral du district de Washington. Par ailleurs, cette opération a violé au moins cinq traités internationaux (la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, la Convention américaine relative aux droits de l'homme de 1969, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990 et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984). Les violations portent sur l'absence de notification à l'État d'origine, la pratique de détentions arbitraires et de traitements cruels, inhumains et dégradants qui sont la règle dans le Centre de confinement du terrorisme (CECOT) salvadorien où ont été enfermés [les 252 Vénézuéliens](#).

Ces expulsions ont provoqué de vives tensions diplomatiques entre les États-Unis, le Salvador et le Venezuela. Nicolás Maduro, qui méprisait jusque-là les émigrés, [se fait désormais le héraut de ces personnes](#) injustement « séquestrées sans avoir commis de délits [...] dans des camps de concentration ». Toutefois, lorsque le gouvernement de Nayib Bukele au Salvador a proposé un échange entre ces prisonniers et les prisonniers politiques incarcérés dans les geôles vénézuéliennes, Maduro lui a opposé une fin de non-recevoir.

Ainsi, on peut arguer que les régimes salvadorien, vénézuélien et étatsunien présentent davantage de similitudes qu'il n'y paraît. Comme l'explique le criminologue Keymer Ávila [dans un récent entretien au site Caracas Chronicles](#), il s'agit de « trois gouvernements autoritaires qui ne respectent ni leurs propres législations ni les contre-pouvoirs institutionnels, qui n'ont pas de crédibilité pour défendre les droits de l'homme et qui ont recours à un populisme punitif », en utilisant le double standard : les prisonniers alignés politiquement sont transformés en martyrs et les autres se voient refuser les droits humains les plus élémentaires. Les 252 Vénézuéliens expulsés ont été finalement libérés le 18 juillet 2025 dans le cadre d'un accord entre Washington et Caracas, négocié avec la médiation du Vatican et de l'ancien président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero. En échange, 10 prisonniers étatsuniens (ou résidents étatsuniens) ont été libérés par le Venezuela.

Au-delà de ces cas médiatiques, ce sont des centaines de milliers de Vénézuéliens qui sont menacés par les mesures de Donald Trump. Son exécutif menace de supprimer le Temporary Protected Status (TPS) créé par Joe Biden en 2021 face à l'afflux de victimes de l'effondrement économique vénézuélien. Le TPS est un statut d'immigration de courte durée accordé aux personnes originaires de pays confrontés à des catastrophes naturelles ou à des troubles civils. 1,1 million de personnes de 17 nationalités en bénéficiaient au 30 septembre 2024, dont près de 700 000 Vénézuéliens, jusqu'alors soutenus par un consensus bipartisan. Un juge fédéral de Californie a [bloqué la révocation de ce statut](#), mais le président étatsunien a demandé à 267 000 Vénézuéliens dont le TPS expire le 7 novembre 2025 de [se préparer à partir](#). Les plus de 350 000 autres continuent de bénéficier d'un titre valable jusqu'en octobre 2026, mais vivent dans l'inquiétude d'une éventuelle révocation. Ce sont ainsi près de 700 000 Vénézuéliens qui pourraient perdre leur permis de travail et être expulsés [s'ils ne parvenaient pas à acquérir un autre statut légal](#).

Des contradictions au sein de l'administration Trump

Parmi les immigrés vénézuéliens qui avaient initialement soutenu le candidat Trump, beaucoup éprouvent aujourd'hui un [sentiment de trahison](#), en particulier à l'encontre des élus républicains d'origine cubaine qui étaient devenus leurs porte-parole, tels que le secrétaire d'État Marco Rubio et les représentants de Floride, María Elvira Salazar, Carlos Giménez et Mario Díaz-Balart. Les positions de ces derniers entrent en contradiction avec celles d'autres personnalités influentes au sein de l'administration Trump. Par exemple, Richard Grenell, le conseiller du président Trump pour les missions spéciales, avait rencontré Nicolás Maduro seulement dix jours après le début du second mandat du président étatsunien (malgré l'absence de relations diplomatiques depuis 2019) afin de promouvoir une détente entre les deux États sur le fondement d'un *deal*. Il était en effet parvenu à un accord qui maintenait les licences d'exportation de pétrole vénézuélien en échange de l'acceptation du retour de Vénézuéliens expulsés des États-Unis.

Cet accord a été suspendu en mai puis rétabli en juillet 2025, permettant à Chevron de continuer d'opérer au Venezuela et d'exporter le pétrole vénézuélien aux États-Unis. Ces dernières semaines, une autre mouvance au sein de l'administration Trump a semblé porter une orientation différente. Cette dernière prône un durcissement des mesures coercitives unilatérales à l'égard du Venezuela couplé à [davantage de clémence à l'égard des personnes migrantes](#). Elle est défendue par les élus cubano-américains précédemment cités, dont l'implantation locale est forte et décisive en Floride, et converge avec le projet de la Plataforma Unitaria Democrática, la coalition de l'opposition libérale vénézuélienne. Le sentiment de trahison éprouvé par les Vénézuéliens qui avaient soutenu les Républicains est d'autant plus amer dans les localités à forte implantation vénézuélienne (telles que Doral en Floride), où la police locale collabore avec l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), la police des frontières chargée de [l'arrestation des personnes migrantes](#).

Au 17 septembre 2025, l'accord migratoire conclu début février entre Nicolás Maduro et Richard Grenell avait entraîné l'expulsion de plus de 13 000 Vénézuéliens vers leurs pays d'origine. Ceux-ci ne représentent que 1,4 % des 903 153 Vénézuéliens présents sur le territoire étatsunien, mais cela témoigne tout de même d'une volonté politique de l'administration Trump de transformer les immigrés vénézuéliens en boucs émissaires, quitte à désorganiser l'économie étatsunienne. En effet, des salariés vénézuéliens sont désormais [licenciés de leurs emplois chez Walmart](#) ou [suspendus sans solde chez Disney](#). Si de telles mesures étaient appliquées à l'ensemble de la communauté, les conséquences seraient dramatiques et cela pourrait créer des pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'économie de la première puissance mondiale.

Face à l'ampleur d'une crise économique vénézuélienne – ayant entraîné une chute de 74 % du PIB entre 2014 et 2020 –, Joe Biden avait assoupli les mesures coercitives unilatérales à l'égard du pays. Cette crise économique provient, selon [les études de l'économiste Francisco Rodríguez](#), pour moitié, des sanctions de Donald Trump et, pour l'autre, de la mauvaise gestion de Nicolás Maduro. En expulsant des Vénézuéliens, Donald Trump donne ainsi satisfaction à une partie de son administration. En optant pour une stratégie de changement de régime, il comble l'autre. En effet, en suspendant provisoirement la licence de Chevron au printemps 2025 et en imposant des droits de douane de 25 % à tout pays achetant des hydrocarbures vénézuéliens, il s'est par exemple assuré du soutien de María Elvira Salazar, [qui avait menacé de ne pas voter en faveur du budget](#) si ces sanctions n'étaient pas adoptées. Le fameux « One Big Beautiful Bill Act » n'avait finalement été adopté qu'avec une voix d'avance lors de son premier passage à la Chambre des représentants en mai 2025.

Si le président Trump a justifié ce durcissement des sanctions par la très relative reprise économique vénézuélienne à l'œuvre depuis 2021, on peut en fait lier cette dernière à l'assouplissement des sanctions par Joe Biden. Les menaces de retour des sanctions devraient créer une nouvelle période de récession [selon l'Observatoire vénézuélien des finances](#). Conjuguées aux menaces militaires dans la mer des Caraïbes, elles pourraient potentiellement créer une nouvelle vague d'émigration ; d'autant plus qu'une sortie démocratique de la crise politique vénézuélienne n'est pas l'option la plus probable.

*

* *

Après avoir été désignées comme les responsables de nombreux problèmes au sein de la société vénézuélienne par le gouvernement de Nicolás Maduro, les personnes migrantes vénézuéliennes sont devenues les boucs émissaires de Donald Trump. Alors qu'elles constituaient une partie de sa base électorale, elles sont désormais criminalisées par leur assimilation en bloc au gang du Tren de Aragua et expulsées sous de faux motifs. Sans perspective au Venezuela, faisant face à une route migratoire vers les États-Unis qui semble durablement fermée, une large partie d'entre elles pourrait rester en Amérique latine, aggravant la crise migratoire propre au sous-continent.

Au Venezuela, les émigrés incarnent l'échec du gouvernement, votant « avec leurs pieds » (en quittant le pays) au moment où une alternance par les urnes semble impossible. Aux États-Unis, Donald Trump voit dans les immigrés vénézuéliens un collectif subalterne qu'il peut accuser des maux de la société étatsunienne dans le cadre d'un discours xénophobe plus systématique. La spécificité du cas vénézuélien réside dans les revirements de Donald Trump : du soutien aux revendications de l'opposition libérale vénézuélienne à la criminalisation des personnes migrantes.

La multiplication des attaques de navires et des assassinats de membres d'équipage au large des côtes vénézuéliennes, sous couvert de lutte contre le narcotrafic et au mépris du droit international, constitue une nouvelle dimension de l'escalade que Donald Trump mène contre le Venezuela.

[Article mis à jour le 27 octobre 2025.]

Crédits photo : [grynold](#)

 [De boucs émissaires de Maduro à ceux de Trump, l'épreuve des Vénézuéliens en exil - Le Rubicon](#)

— •— — •— •— •— •— •— •—

Thomas Posado

Thomas Posado est maître de conférences en civilisation latino-américaine contemporaine à l'université de Rouen Normandie, chercheur à l'ÉRIAC et *fellow* à l'IC Migrations. Après une thèse sur les reconfigurations du champ syndical dans le Venezuela contemporain, il travaille désormais sur la sociologie politique des Vénézuéliens à Madrid. Il est l'auteur entre autres de *Venezuela : de la Révolution à l'effondrement. Le syndicalisme comme prisme de la crise politique (1999-2021)* (PUM, 2023).

Comment citer cette publication

Thomas Posado, « De boucs émissaires de Maduro à ceux de Trump, l'épreuve des Vénézuéliens en exil », *Le Rubicon*, 22 octobre 2025 [<https://lerubicon.org/de-boucs-emissaires-de-maduro-a-ceux-de-trump-lepreuve-des-venezueliens-en-exil/>].

